

L'Afghanistan expliqué aux soldats et à leurs familles

Giselle Sanchez

giselle.sanchez@laposte.net

Novembre 2010

Sommaire

Avant propos	3
L'Afghanistan d'hier et d'aujourd'hui	4
L'Afghanistan : brève présentation	4
Qui sont les Afghans ?	4
Quelle langue parlent les Afghans ?	4
L'Afghanistan avant les soviétiques	5
L'Afghanistan sous les soviétiques	5
Les moudjahidine au pouvoir	5
Les Talibans au pouvoir	5
La guerre d'Afghanistan	6
Pourquoi l'intervention américaine ?	6
La chute des Talibans	6
La coalition internationale et l'ISAF	6
Qu'est-ce que l'ANA ?	6
Les Talibans	7
Qui sont les Talibans ?	7
Les Talibans et l'islamisme	7
Sur le terrain	8
La contre-insurrection	8
Les afghans face à la coalition	8
Les Talibans comme combattants	8
La présence française	9
Les effectifs	9
Où est l'armée française ?	9
Les actions des compagnies de combat	9
Les risques de l'OPEX Afghanistan	10
Les arguments pour la guerre	10
L'opinion française et l'engagement en Afghanistan	10
La menace terroriste sur l'Occident	11
La défense des droits des femmes	11
Les soldats, leurs familles, leur environnement	11
Un soldat peut-il refuser d'être déployé en Afghanistan ?	11
L'information des soldats sur le terrain	11
L'information des familles	12
Les sources d'information disponibles sur le web	12
La communication avec les soldats	12
Le soutien psychologique	13
Un risque de trouble psychique ?	13
Le « SAS de décompression »	13
La reconnaissance du soldat	14
Les soldats après l'engagement	14

Avant propos

J'ai été guidée dans ce travail par les questions que se posent les parents qui affrontent cette situation si particulière : savoir leur enfant engagé dans une guerre. C'est après le départ de leurs proches que les familles découvrent, souvent avec effroi, la dureté du terrain, et se trouvent isolées dans leurs questionnements. L'information fournie par le bataillon est nécessairement filtrée par l'institution et les familles communiquent peu entre elles.

Les soldats aussi peuvent s'interroger sur le rôle de l'armée française en Afghanistan et sur les acteurs qu'ils vont rencontrer sur place. C'est donc d'abord à eux et à leurs familles que s'adresse ce texte. On trouvera certainement que la nature des questions et le ton des réponses se démarquent nettement de l'information officielle ou de celle que fournissent les médias. C'est en quelque sorte le regard que peut porter sur la guerre quelqu'un qui n'y était pas, mais qui pourtant l'a vécue.

L'Afghanistan d'hier et d'aujourd'hui

L'Afghanistan : brève présentation

L'Afghanistan est situé dans l'Asie du Sud-Ouest. Il est bordé de six pays : la Chine, le Pakistan, l'Iran et trois anciennes républiques soviétiques, le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Tous ces pays, sauf la Chine, sont majoritairement musulmans. La superficie du pays est d'environ 650.000 km², soit légèrement supérieure à celle de la France. La capitale, Kaboul, est une grande ville de 2 millions et demi d'habitants, où l'électricité ne fonctionne que quelques heures par jour et où 70% de la population n'a pas accès à l'eau potable. Le pays est essentiellement montagneux et aride. Au sud, s'étendent des steppes et des déserts - de terre, non pas de sable - mais au nord, la présence de cours d'eau a permis le développement naturel de vallées verdoyantes. Les saisons sont très marquées : la température peut chuter jusqu'à -20° en hiver et monter à 40° en été. Les écarts entre le jour et la nuit peuvent atteindre 25°. L'Afghanistan se trouve à plus de 5.000 km de la France. A l'heure d'été, quand il est midi en France, il est 14h30 en Afghanistan. A l'heure d'hiver, il est 15h30.

Qui sont les Afghans ?

Faute de recensement précis, la population afghane peut être évaluée, de façon approximative, à quelque 25 ou 30 millions d'habitants, partagés en un grand nombre d'ethnies, dont deux principales : les Pachtouns, à peu près 40% de la population, et les Tadjiks quelque 30%. Les Pachtouns vivent dans le sud et le centre du pays, mais aussi au Pakistan. Les Tadjiks sont plus dispersés, mais ils habitent surtout dans le nord-est y compris à Kaboul. C'est la région où est déployée l'armée française. On trouve aussi des Tadjiks, en dehors d'Afghanistan : au Tadjikistan, en Ouzbékistan, au Kazakhstan, en Iran et en Chine.

La population afghane vit essentiellement en milieu rural. Elle est composée de paysans très pauvres, en majorité des agriculteurs produisant du blé, des légumes, des fruits ou des fruits secs. Il s'agit de fermiers qui louent des terres, ou de travailleurs journaliers employés par les propriétaires. Seule une personne sur cinq habite en ville. La majorité est dispersée dans de petits villages ou dans des hameaux entourés d'un mur que l'on désigne par le mot anglais *compound*, c'est-à-dire complexe, que les militaires français prononcent "compound". Ces villages ou ces hameaux n'ont ni eau courante ni électricité. Dans cet environnement, la mortalité infantile et l'analphabétisme sont élevés : faute de soins et de nourriture, presque la moitié des enfants meurent avant l'âge de cinq ans et seulement une personne sur quatre sait lire.

Quelle langue parlent les Afghans ?

La grande diversité ethnique entraîne une grande diversité de langues. On en compte plus de trente, mais deux seulement sont reconnues comme langues officielles : le pachtou, langue des pachtounes, et le dari, langue des tadjiks. N'ayant pas d'alphabet propre, elles utilisent toutes les deux des caractères arabes légèrement modifiés. Mais ni le dari ni le pachtou ne sont des dialectes arabes. Plus précisément, le dari est du persan, langue officielle de l'Iran, appelée aussi farsi. Dans la province de Kapisa et dans les districts de Surobi et Kaboul, où se trouvent, comme on l'a vu, les plus gros effectifs de l'armée française, la population est majoritairement tadjik. On y parle donc le dari, alors que les Talibans qui sont majoritairement des pachtounes, parlent le pachtou.

L'Afghanistan avant les soviétiques

Au début du vingtième siècle, l'Afghanistan a été pendant cinq ans une colonie anglaise. En dehors de cette brève période et depuis trois siècles, le pays était une monarchie. Le dernier roi a régné de 1933 à 1973. Bien qu'autoritaire, ce monarque a introduit quelques réformes. Il a notamment encouragé la scolarisation et l'émancipation des femmes, à qui il a donné le droit de ne pas porter le voile. Mais dans les années soixante, le mouvement islamiste commence à gagner en influence dans les campagnes, alors que le communisme progresse dans les villes. En 1973, Daoud, cousin du roi, prend le pouvoir après un coup d'état. Ce nouveau régime n'est pas communiste, mais il est, à ses débuts, pro-soviétique.

L'Afghanistan sous les soviétiques

Très vite, le président Daoud prend ses distances avec les soviétiques. Mais en 1978, les communistes prennent le pouvoir et proclament la République Démocratique d'Afghanistan. Des Afghans de différentes ethnies se révoltent alors contre ce régime communiste et athée dans le but de rétablir les traditions de l'islam. A la tête de ces premières insurrections se trouvent des chefs tribaux et des seigneurs de la guerre entre lesquels existent de fortes rivalités. L'Afghanistan s'installe ainsi dans la guerre civile, menée contre les communistes par ceux que l'on appelle les moudjahidine (combattants de la foi). Les Talibans ne feront leur apparition que plus tard.

En 1979, le gouvernement communiste de Kaboul demande l'aide militaire de l'Union Soviétique. S'en suivent neuf ans de guerre (c'est ce qu'on appelle la première guerre d'Afghanistan) qui provoqueront la mort d'un million d'afghans, essentiellement des civils. Plus de sept cent mille seront mutilés. Le nombre de personnes ayant perdu une jambe à cause des mines anti-personnelles est tel qu'aujourd'hui, en Afghanistan, on pourrait, d'après certaines sources, acheter les chaussures à l'unité ! Il y resterait encore entre cinq et sept millions de mines anti-personnelles enfouies.

L'armée soviétique se retire en 1988, après avoir subi des pertes très importantes : 14500 soldats morts d'après l'URSS, 30000 d'après d'autres sources. Il faudra attendre 20 ans pour que le gouvernement russe commence à saluer la mémoire de ces soldats.

Les moudjahidine au pouvoir

En 1992, le régime communiste tombe ; les moudjahidine entrent dans Kaboul et prennent le pouvoir. Mais rapidement, les rivalités réapparaissent et entraînent une nouvelle guerre civile. La violence s'installe dans le pays et domine la vie quotidienne des Afghans. Les talibans font irruption avec force dans le conflit en 1994, à Kandahar, ville du sud du pays. Ils jouissent d'un certain soutien de la population qui souhaite la fin de la guerre civile et des violences.

Les Talibans au pouvoir

En 1996, après deux ans de guerre civile, les talibans s'installent à Kaboul avec, à leur tête, le mollah Omar. Celui-ci devient chef d'Etat et prend le titre de Commandeur des croyants. En quelques années, les talibans dominent la totalité du pays. La guerre civile a cessé, une certaine paix règne, mais au prix de l'application d'une loi islamique stricte : exécution publique par lapidation des femmes adultères et des prostituées, amputation des mains des voleurs, destruction de toute forme

d'art, obligation de se rendre à la mosquée, interdiction aux femmes de travailler et d'accéder aux hôpitaux (sauf à l'unique hôpital qui leur est réservé).

Les moudjahidine, qui s'étaient affrontés lors de la guerre civile, décident de s'unifier pour combattre le régime des Talibans et fondent l'Alliance du Nord, dont le commandant Massoud est la figure la mieux connue.

La guerre d'Afghanistan

Pourquoi l'intervention américaine ?

A la suite de leur prise de pouvoir, les Talibans autorisent Oussama Ben Laden et son organisation, Al Qaida, à installer des camps d'entraînement en Afghanistan. Le 11 septembre 2001, Al Qaida détourne 4 avions aux Etats-Unis et parvient à assassiner près de 3000 personnes en frappant les tours jumelles et le Pentagone. Les Etats-Unis exigent des Talibans qu'ils leur livrent Oussama Ben Laden. Les Talibans refusent et, le 16 octobre 2001, l'armée américaine entre en Afghanistan. C'est le début de l'Opération Enduring Freedom (OEF ou, en français, Liberté immuable), et avec celle-ci, de la seconde guerre d'Afghanistan.

La chute des Talibans

Les troupes américaines et celles de l'Alliance du Nord, composée de différents groupes de moudjahidine, réussissent en quelques semaines à s'imposer et les Talibans quittent Kaboul le 13 novembre 2001. Un gouvernement provisoire dirigé par Hamid Karzaï est mis en place par les américains, puis celui-ci devient président de l'Afghanistan lors des premières élections en 2004. Le pays connaît une certaine stabilisation, mais l'insécurité règne dans des zones que le gouvernement Karzaï n'arrive pas à contrôler.

La coalition internationale et l'ISAF

L'intervention en Afghanistan est lancée par les Etats-Unis avec l'accord de l'ONU. D'autres pays se joignent par la suite, formant ce que l'on appellera la coalition. En 2003 est créée l'ISAF (International Security Assistance Force ou, en français, Force Internationale d'Assistance), qui est la composante militaire de la coalition. L'ISAF regroupe aujourd'hui plus de 100 000 personnes de 47 pays différents. Son commandement relève de l'OTAN. Les troupes françaises engagées en Afghanistan font donc partie de l'ISAF. La mission officielle de l'ISAF est de permettre au gouvernement afghan de contrôler, sécuriser et reconstruire le pays.

Toutefois, la situation se dégrade. En 2004, des commentateurs prétendent que Kaboul est le seul endroit plus ou moins contrôlé par le gouvernement Karzaï. En 2006, on assiste à un retour en force des Talibans. Les pertes subies par l'ISAF ne font qu'augmenter depuis cette date.

Qu'est-ce que l'ANA ?

L'un des objectifs de la coalition est de former l'Armée nationale afghane (ANA) et de lui permettre d'assurer par elle-même la sécurité du pays. Créée en 2002 avec l'aide de l'OTAN, l'ANA compte, aujourd'hui, quelque 140 000 hommes. C'est une armée multiethnique, mais majoritairement tadjik,

et donc on y parle surtout le dari. Ceci pose des problèmes car des interprètes sont souvent nécessaires pour communiquer avec les pachtoune lors des opérations dans le sud.

L'ANA est une armée jeune, peu formée et peu expérimentée. Nombre de recrues désertent en raison de salaires bas, de conditions de vie difficiles et de risques croissants. Les pachtoune hésitent à s'y engager par crainte des représailles que pourraient exercer sur eux les Talibans, eux-mêmes pachtoune.

Les Talibans

Qui sont les Talibans ?

Taliban est un mot pachtoune qui signifie étudiant. De nombreux Talibans sont, en effet, d'anciens élèves d'écoles coraniques où l'on dispense un enseignement inspiré des principes les plus durs de la loi islamique, appelée charia. Le mouvement armé des Talibans apparaît dès 1990, composé de moudjahidine pachtoune démobilisés, de jeunes afghans réfugiés au Pakistan et de pakistanais défavorisés.

On peut reconnaître deux courants distincts dans le mouvement taliban. Le premier serait composé de "vrais" Talibans, des fanatiques religieux souvent liés à ceux qui étaient au pouvoir entre 1996 et 2001. Motivés essentiellement par un désir de puissance, ils cherchent à reprendre le contrôle de certaines régions. Le deuxième courant n'a pas fréquenté les écoles coraniques et rassemble des hommes pour la plus part analphabètes : chefs de guerre, trafiquants et surtout paysans miséreux motivés principalement par la perspective d'un salaire. D'après le journaliste François Hauter, il y aurait environ 40 000 Talibans aujourd'hui en Afghanistan.

Les Talibans et l'islamisme

L'islam est une religion fondée sur les enseignements d'un livre, le Coran. Le musulman est celui qui pratique cette religion. L'islamisme, en revanche, est l'utilisation politique de l'islam. Les islamistes souhaitent que le respect des traditions du Coran ne soit plus un choix personnel mais une obligation imposée par l'Etat. Aussi, les péchés énoncés dans le Coran devient des délits punis par la loi. Par exemple, l'adultère des femmes est puni par la peine de mort. Les islamistes sont très minoritaires parmi les musulmans.

Les Talibans sont des musulmans, mais tous ne sont pas des islamistes ou des fanatiques religieux. Certes, ils suivent des traditions rétrogrades, comme interdire à la femme d'aller à l'école ou l'obliger à porter la burqa, mais ils ne sont pas forcément devenus Talibans pour gagner le paradis d'Allah. Une grande majorité d'entre eux, peut-être 80%, s'enrôleraient pour la paye. Tel serait le cas, notamment, de paysans pauvres auxquels on propose un peu d'argent pour combattre ceux qu'on leur dit être des envahisseurs étrangers.

Depuis leur retour en force en 2006, les Talibans seraient en train de se « moderniser » : le port de la barbe ne serait plus obligatoire, et la musique et le cinéma seraient maintenant tolérés.

Sur le terrain

La contre-insurrection

Contrairement à la guerre conventionnelle qui oppose deux armées organisées et bien identifiées, la contre-insurrection (désignée par le sigle COIN) met en jeu un ennemi fuyant et intégré dans la population. C'est le cas du conflit en Afghanistan.

La doctrine actuelle de contre-insurrection cherche à atteindre trois buts : la légitimation de l'action, l'adaptation au contexte local et la marginalisation de l'ennemi. Premièrement, les militaires cherchent donc à convaincre l'opinion, aussi bien en Afghanistan qu'en Occident, de l'utilité de leur intervention. Ils s'impliquent dans l'aide directe à la population et dans la construction de routes, ponts, dispensaires, écoles, terrains de sport, etc. Deuxièmement, pour s'adapter au contexte local, l'armée doit agir dans le respect des traditions et prendre en compte l'histoire du pays. Troisièmement, marginaliser l'ennemi doit permettre de l'affaiblir en l'isolant de la population dans laquelle il se cache.

L'efficacité de la doctrine actuelle de contre-insurrection est maintenant mise en doute. En juillet 2010, le général Desportes déclare au journal Le Monde que la contre-insurrection ne semble pas fonctionner et que « la situation n'a jamais été pire ». En effet, malgré toutes les actions menées, les résultats recherchés sont loin d'avoir été atteints. Le nombre de soldats tués a augmenté, notamment à partir de la mi-2009, et les Talibans se montrent de plus en plus actifs. Fin 2010, le gouvernement américain déclare vouloir revenir, en partie, aux anciennes méthodes : tuer et capturer les ennemis.

Les afghans face à la coalition

Une partie de la population, qu'on ne peut pas exactement mesurer, s'oppose à la présence de la coalition en Afghanistan, considérée comme une invasion étrangère. Sur le terrain, bien que l'accueil réservé aux militaires occidentaux soit généralement amical ou simplement neutre, des sentiments d'hostilité se manifestent souvent. Par exemple, il n'est pas rare que des enfants jettent des pierres aux soldats. Des frictions existeraient également entre les militaires de l'armée afghane et ceux de l'ISAF.

Les Talibans comme combattants

On présente parfois les Talibans comme des combattants courageux, prêts à donner leur vie pour leurs idéaux religieux. Ce n'est pas ce que l'on observe sur le terrain. Il y a certes une poignée de fanatiques, mais, la plupart des Talibans étant, comme nous l'avons dit, des paysans pauvres qui se sont engagés pour l'argent, ils tiennent logiquement à rester en vie. Ainsi, les Talibans n'attaquent presque jamais l'armée de façon frontale. Ils restent le plus souvent à l'abri et harcèlent l'armée à distance. La plupart des soldats occidentaux ne voient aucun Taliban de près pendant leur mission.

Les Talibans sont capables de commettre des attentats-suicide, mais c'est une arme rarement utilisée contre les soldats. Les kamikazes sont parfois des héroïnomanes ou des malades incurables qui se sacrifient pour laisser une prime à leur famille. Al Qaida paierait jusqu'à onze mille dollars un attentat-suicide.

La présence française

Les effectifs

Le déploiement de l'armée française dans un pays étranger est désigné sous le nom d'OPEX (Opération Extérieure). L'OPEX Afghanistan implique en permanence environ 3500 soldats français. Ceux-ci appartiennent, en majorité, à des compagnies de combat de l'armée de terre, notamment des bataillons de chasseurs alpins, des régiments d'infanterie de marine et des régiments étrangers d'infanterie ou de parachutistes (Légion étrangère). Respectant leurs traditions, les chasseurs alpins et les parachutistes se rendent en Afghanistan avec skis ou parachutes, bien que ces outils n'aient jamais été utilisés dans cette guerre.

On compte également de nombreux détachements de tous les corps de l'armée française : forces spéciales, génie, armée de l'air, bataillons d'hélicoptères, artillerie, service de santé des armées, etc. Une partie de ces effectifs est regroupée au sein des OMLT (Operational Mentoring and Liaison Team ou, en français, Equipe de Liaison et de Tutorat Opérationnel), des équipes de conseillers ou instructeurs qui ont pour mission d'entraîner l'armée afghane. Les forces combattantes sont nécessairement très exposées. Mais les OMLT, en contact permanent avec les éléments de l'armée afghane et la population, ont aussi payé un lourd tribut au conflit (9 tués depuis 2001).

Où est l'armée française ?

Jusqu'au 1er novembre 2009, l'armée française était déployée dans le district de Kaboul. Elle a depuis été transférée en grande partie au nord-est du pays, dans les régions de Kapisa et de Surobi. Les militaires occupent des bases appelées FOB (Forward Operating Base ou, en français, Base Opérationnelle Avancée), sécurisées et fortifiées, situées directement dans la zone des opérations. En Kapisa, les effectifs français sont distribués dans deux FOB : la FOB de Nijrab (ou FOB Morales-Frazier) et la FOB de Tagab (ou FOB Kutzbach), à une vingtaine de kilomètres l'une de l'autre. En Surobi, ils sont stationnés dans la FOB de Tora. On trouve aussi un effectif français plus réduit à Kaboul et en Oruzgan (au sud de l'Afghanistan).

Les actions des compagnies de combat

Les compagnies de combat représentent le plus grand effectif du contingent français. Elles accomplissent de multiples opérations. Elles protègent dans les villages les officiers qui participent aux *shuras* (réunions avec les chefs de villages afghans), ou le personnel qui mène des actions auprès de la population (visites médicales, distribution de tracts, etc.). Elles assurent également la protection des opérations de reconnaissance (visant à vérifier la sécurité d'une zone ou d'un itinéraire) ou des opérations de capture de Talibans ou de confiscation d'armes. Ces opérations peuvent être menées conjointement avec des troupes américaines et afghanes. Enfin, les compagnies de combat assurent la sécurité des convois logistiques (transportant par exemple de la nourriture ou les colis des familles). Elles sont acheminées en VAB (véhicule de l'avant blindé) ou en hélicoptère sur les lieux de leur mission, ce qui n'exclut pas, par la suite, de très dures heures de marche.

Les compagnies de combat sont soumises à un rythme intensif. Elles participent à toutes les opérations, sont les premières à arriver sur une zone et les dernières à en partir. Dans les FOB, elles

se trouvent en relative sécurité, mais doivent souvent assurer leur tour de garde ou de QRF (Quick Reaction Forces ou, en français, Forces de réaction rapide), c'est-à-dire, rester en alerte pour sortir rapidement si nécessaire. En 2010, pratiquement tous les soldats des troupes de combat connaissaient le feu au cours de leur mission en Afghanistan.

Les risques de l'OPEX Afghanistan

La principale cause de mortalité dans les forces de l'ISAF est l'attaque par IED (engin explosif improvisé, c'est-à-dire une bombe artisanale posée par les Talibans). Ces attaques peuvent survenir lors de déplacements à pied, mais aussi souvent lors des transports. Les français se déplacent en VAB, véhicules conçus spécialement pour la protection des troupes. Le blindage du VAB est généralement efficace contre les IED, mais il arrive que des éclats le transpercent et atteignent ses occupants.

Les talibans attaquent également avec des armes à feu. Dans le langage de l'armée, l'accrochage avec l'ennemi est appelé aussi TIC (Troop in Contact). Les TIC peuvent survenir sur la route, mais un moment particulièrement critique est celui du départ (désengagement) des troupes après une mission.

Depuis le début de l'OPEX Afghanistan jusqu'à fin 2010, 50 soldats français ont été tués. Dans les derniers mois, les combats se sont durcis et le nombre des victimes a augmenté. En 2010, les soldats français subissent de 5 à 7 accrochages par semaine. Treize militaires français ont été tués entre janvier et octobre 2010, 10 en 2009. Selon le journaliste Dominique Merchet, 41 soldats français auraient été blessés en 2009 et plus de 30 entre janvier et juin 2010, soit une augmentation de 75%. Mais le nombre réel de blessés est tenu secret par l'armée. Selon d'autres sources¹, plus de 80 soldats auraient été blessés entre janvier et octobre 2010.

L'Afghanistan est de loin l'OPEX actuelle la plus dangereuse. Toutefois, le risque pour un soldat français de mourir en Afghanistan est en moyenne d'un sur six cents, bien plus faible par conséquent, que celui encouru, par exemple, pendant la guerre d'Algérie.

Les arguments pour la guerre

L'opinion française et l'engagement en Afghanistan

Les responsables politiques et les médias sont majoritairement favorables à l'intervention en Afghanistan. L'Assemblée nationale a voté initialement l'envoi des troupes françaises et a renouvelé récemment son accord. Les médias s'inquiètent de l'enlisement de la guerre, mais ne contestent guère son bien-fondé. Les justifications avancées sont, principalement, le sort des populations, notamment des femmes afghanes, et la sécurité de l'Occident, menacé par les terroristes d'Al Qaida, alliés des Talibans. En revanche, d'après un sondage de l'IFOP, réalisé en 2010 pour le journal "l'Humanité", 70% des Français seraient opposés à l'intervention militaire française en Afghanistan.

¹ <http://lemamouth.blogspot.com/2010/10/les-blesses-dafghanistan.html>

La menace terroriste sur l'Occident

La principale raison avancée pour justifier l'engagement français en Afghanistan est celle du terrorisme : les Talibans protègent des bases d'Al Qaida qui menacent l'occident. Toutefois, certains font remarquer que les explications des autorités restent vagues à ce sujet. Hervé Morin, le ministre de la Défense, se contente d'un « c'est mon intime conviction », alors que pour Nicolas Sarkozy, « nous resterons là autant qu'il faudra ». Aucun fait tangible n'est évoqué.

Une opinion répandue est que la raison de l'engagement de la France est politique : la France doit soutenir ses alliés de l'OTAN. Un général français, Vincent Desportes, a été sanctionné en 2010 pour avoir déclaré que cette guerre était avant tout une guerre américaine.

La défense des droits des femmes

Une autre raison de la présence de la coalition en Afghanistan serait la défense des droits des femmes, bafoués par le régime taliban. Cet argumentaire humanitaire est rare dans la communication officielle, mais il est courant dans les media. Il semblerait que les militaires prennent à cœur cet aspect de leur mission.

Il faut remarquer toutefois que les Droits de la femme ne sont pas respectés non plus dans certains pays alliés de l'Occident, comme par exemple l'Arabie Saoudite.

Les soldats, leurs familles, leur environnement

Un soldat peut-il refuser d'être déployé en Afghanistan ?

Une idée répandue chez les familles des soldats est que ceux-ci ne peuvent pas refuser de partir en Afghanistan puisqu'ils ont signé un contrat. En effet, selon la loi, un militaire qui refuserait de partir en mission peut être poursuivi. Toutefois, dans les faits, les soldats déterminés à ne pas partir en mission invoquent des raisons médicales (peur, dépression, etc.) ou familiales et parviennent à se soustraire à cette obligation. Pour le même type de raison, un soldat peut revenir d'Afghanistan à tout moment. L'armée ne tient pas à maintenir sur ce terrain dangereux des soldats présentant des fragilités qui pourraient mettre en danger la vie de leurs camarades.

L'information des soldats sur le terrain

Selon la loi, le militaire « informe les subordonnés dans la mesure où les circonstances et la conservation du secret le permettent ». En pratique, la communication vers les soldats reste extrêmement limitée. Les soldats ne sont pas informés sur les enjeux tactiques ou les résultats des opérations, même celles auxquelles ils ont participé. Ils ne sont pas non plus informés sur l'actualité politique et militaire en Afghanistan. C'est souvent par leurs familles qu'ils sont mis au courant. D'après l'historien Jean-Charles Jauffret, la presse est interdite dans les FOB². Le journaliste Arnaud

² Afghanistan 2001-2010 : Chronique d'une non-victoire annoncée, Jean-Charles Jauffret, Autrement, 2010

Beinat, qui a couvert en 2009 les opérations menées par la Légion en Surobi, signale également l'état de désinformation dans lequel se trouvent les soldats³.

L'information des familles

Pour recevoir des informations, les familles peuvent s'adresser, par téléphone ou par courrier électronique à la cellule famille du bataillon, qui est ouverte seulement aux heures de bureau. La cellule famille peut répondre à des questions pratiques : composition et délais de livraison des colis, par exemple. Mais des parents angoissés veulent souvent des nouvelles récentes que la cellule famille ne peut malheureusement pas fournir, car elle n'est pas au courant de la situation sur le terrain. Les sites web consacrés à la mission en Afghanistan, souvent mis en place par les bataillons, ne reflètent pas toujours la réalité des opérations.

En cas d'accident, la famille concernée est avertie dans les heures qui suivent. L'identité des victimes n'est révélée ni par la presse ni par l'armée avant que la famille ne soit informée. Il arrive cependant que d'autres familles sachent déjà qu'un accident a eu lieu et connaissent même le nom de la victime, car un des leurs, sur place, les a informées par téléphone ou par internet.

Les sources d'information disponibles sur le web

On trouve facilement sur le web des nombreuses sources d'information sur la situation en Afghanistan. Les sites qui possèdent des informations exclusives sont ceux des armées, notamment le site du Ministère de la Défense⁴ et celui de l'ISAF⁵ (ce dernier en anglais). En général, toute information importante paraît rapidement sur les sites des journaux. On peut suivre facilement l'ensemble de ces sites à l'aide du moteur Google Actualités avec le mot clé « afghanistan ».

Les Talibans ont aussi leurs sites d'information. La plupart de leurs publications proviennent d'un certain Zabihullah Mujahid, un porte-parole autoproclamé des Talibans. Les communiqués des Talibans ne relatent que des victoires causant des dizaines de victimes par jour dans les troupes de l'OTAN. Le ton des articles est celui d'une propagande grossière : les forces de l'OTAN sont de "lâches envahisseurs" ou des « envahisseurs terroristes » et leurs alliés de l'ANA des « marionnettes terroristes afghanes ». Toutefois, ces informations ont parfois une part de vérité⁶.

La communication avec les soldats

Les soldats et leurs familles communiquent par téléphone portable, internet ou courrier. Internet offre diverses possibilités. Le courrier électronique, MSN ou Skype sont les plus utilisés, mais la connexion dans les FOB est instable et il y a peu d'ordinateurs disponibles. Le soldat peut, s'il le souhaite, obtenir une connexion Wi-Fi payante pour son propre ordinateur. Les SMS et les appels aux portables français sont très coûteux. Certains portables permettent d'envoyer ou de recevoir des photos par MMS, mais aucun opérateur français ne garantit ce service.

Le moyen de communication le moins cher est la communication directe sur téléphone portable afghan. Pour cela, le soldat doit acheter, sur place, une puce de téléphonie mobile afghane qu'il peut placer dans son portable. Tous les soldats savent où se la procurer. Les familles appellent ensuite le

³ <http://lemamouth.blogspot.com/2010/06/de-retour-des-vallees-afghanes.html>

⁴ <http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites>

⁵ <http://www.isaf.nato.int/article/isaf-releases/index.php>

⁶ <http://france-afghanistan.blogspot.com/2010/05/quatre-sapeurs-blesses-en-kapisa.html>

numéro de cette carte depuis la France en passant par des opérateurs téléphoniques à prix réduit, à un tarif d'environ 0,34 euros par minute. Cette solution économique n'est pas très connue des soldats et des familles.

Les colis ont une grande importance affective pour les soldats, qui les attendent avec émotion et impatience. Le tarif appliqué est celui d'un envoi en France. Le colis est envoyé à la Poste aux armées et celle-ci l'expédie en Afghanistan. Le délai de livraison oscille entre une et quatre semaines.

Lors des patrouilles ou des opérations, le soldat ne peut pas garder son téléphone portable sur lui. Les patrouilles sont de courte durée, un ou deux jours, mais certaines opérations peuvent durer cinq ou six jours. Les familles s'attendent à ce que les soldats de retour de mission les contactent immédiatement par téléphone ou internet. Mais parfois, les soldats ne le font pas, leur silence se prolonge et les familles ressentent une grande inquiétude. Ceci est compréhensible, mais injustifié, car si un accident survient, les familles sont informées dans les heures qui suivent. En cas de silence prolongé, les proches peuvent demander à la cellule famille de prendre contact avec le soldat pour qu'il donne de ses nouvelles. La cellule famille s'exécutera.

Le soutien psychologique

Le soldat qui en ressent le besoin peut consulter un psychiatre ou un psychologue, mais il n'existe aucun dispositif permanent d'écoute ou de parole. Pourtant, les sources de stress sont majeures : les soldats vivent une situation de guerre avec, lors des déplacements, une exposition permanente aux accrochages et aux attaques par IED. Au retour de chaque opération, même si des combats ont eu lieu, les soldats sont généralement laissés à eux-mêmes et se retrouvent seuls à regarder un film sur leur ordinateur. Des parents témoignent avoir reçu des appels téléphoniques de leur fils en pleurs après une mission éprouvante.

Un risque de trouble psychique ?

Lorsque la mission touche à sa fin, les familles se demandent avec angoisse si leur proche risque de souffrir de séquelles psychologiques. Il existe en France peu de données sur les troubles psychiques chez les militaires de retour d'Afghanistan. En revanche, des études menées par des chercheurs britanniques ont montré que les troubles psychiques ne sont pas plus fréquents chez les soldats déployés sur le terrain que chez ceux restés au bataillon. Toutefois, l'abus d'alcool est légèrement plus fréquent chez les soldats ayant combattu ou ayant été déployés, que chez les autres soldats.

Le « SAS de décompression »

Avant leur retour en France, les soldats font un séjour de 2 à 3 jours à Chypre, dans un hôtel cinq étoiles en bord de mer. Ce dispositif est appelé « SAS de décompression » ou « SAS de fin de mission ». A l'hôtel, les soldats doivent porter la tenue de sport militaire et ne peuvent pas sortir individuellement. Le but du séjour est de dépister d'éventuelles fragilités psychologiques et de détendre le soldat pour qu'il rentre en France libéré des traumatismes de la guerre. Il peut donc, sur place, assister à des groupes de parole ou consulter un psychologue.

L'efficacité de ce séjour reste toutefois à démontrer. Beaucoup souhaitent, avant tout, rentrer en France et ne voient pas cette escale avec enthousiasme. D'autres vivent mal ce relâchement et basculent dans l'abus d'alcool ou la violence.

La reconnaissance du soldat

Ce conflit étant peu couvert par les médias, la population n'est pas sensibilisée à la présence en France d'anciens combattants d'Afghanistan. A leur retour, les soldats souffrent d'un manque de reconnaissance flagrant, qui touche aussi, profondément, les familles des soldats morts ou blessés.

Le déploiement en Afghanistan n'est pas non plus particulièrement respecté au sein même de l'armée. Par exemple, le bataillon n'informe pas les soldats lorsque des camarades sont tués ou blessés en Afghanistan, même s'il s'agit du bataillon qui les a directement remplacés sur le terrain. De plus, le commandement privilégierait les gradés ou des personnes n'ayant jamais combattu dans l'attribution de la croix de la valeur militaire⁷. Or cette distinction donne droit à la carte du combattant et à l'octroi d'une retraite du combattant à 65 ans. Par ailleurs les délais d'octroi des récompenses sont anormalement longs et génèrent de nombreuses frustrations⁷.

Les soldats après l'engagement

L'engagement en Afghanistan n'accorde au soldat aucun droit particulier et ne l'aide pas non plus à obtenir une promotion, une formation ou une meilleure retraite. Les soldats les plus défavorisés sont ceux qui ont signé un contrat de trois ans. Considérant qu'ils quitteront l'armée rapidement, ils ne sont pas prioritaires pour recevoir une formation. Ils n'ont pas, non plus, droit aux dispositifs de reconversion, réservés aux soldats ayant signé un contrat de plus de 4 ans. De plus, alors que les années de guerre "comptent double" pour le calcul des retraites militaires, cela ne concerne pas l'OPEX Afghanistan. En effet, malgré son caractère d'opération de guerre, ce conflit n'est pas officiellement une guerre et, par conséquent, ne peut être pris en compte comme tel dans le calcul des pensions. La précarité est donc réelle et durable pour ces jeunes qui ont risqué leur vie et ne reçoivent pour cela aucune compensation.

⁷ <http://adefdromil.org/5579>